

LA BOUCHE DE FER



MENSUEL CRITIQUE DU GROUPE ETUDE ET ACTION NEOSYNTHESTE LIBERTAIRE

Numéro 5 – Mai – 2020

INTRODUCTION

La Bouche de fer est la revue du cercle d'Étude et d'Action Néosynthésiste Libertaire. Ce numéro abordera plusieurs sujets, sociétaux, politiques et informatifs. Chaque mois, la revue mensuelle veut combattre l'immobilisme idéologique et explorer les possibles.

DANS CE NUMERO PG 16
Extrait du manifeste de l'EANL sur le *Dual Power*





Le confinement démoralise et l'isolement démobilise. Si la morale anarchiste n'est plus investie par l'énergie des militant•es, l'esprit de l'émancipation dort au-delà de toute réalité. En l'absence de pratiques concrètes, les livres ne constituent que des amas de papier inertes. Certain•es de lassitude abandonnent. Si nous nous devons de les aider, ce n'est pas de manière intéressée mais car ce sont des amie•s et des proches – cette solidarité est la raison d'être du groupe affinitaire.

L'engagement commence par la passion, mais ce premier mouvement est éphémère, transitoire, nous ne pouvons être en chaque instant révolté•es. La conscience politique a besoin des collectifs pour se former, transformer nos intuitions primaires en réponses consistantes aux injustices. De là peut surgir un premier risque qui tend à mettre l'individu au service de la doctrine. Il ne s'agit pas de renoncer à l'Idée mais de réaliser que déchargée de vécu elle n'est qu'un objet vide, un dogme. L'action est nécessaire pour lui redonner un contenu, nommer les obstacles rencontrés afin de créer une cohérence d'ensemble et trouver des convergences dans nos situations individuelles, et enfin questionner et se questionner quant au sens et à la place que nous accordons à cet idéal dans notre vie.

Les militant•es associé•es se doivent donc de mobiliser camarades comme semblables. La critique ne peut suffire à saper les fondations de l'État, il faut le démoraliser et pour cela cultiver l'incrédulité en son ordre en commençant par proposer des alternatives concrètes et immédiates. C'est ainsi que le concept de dual power a animé l'écriture de notre Manifeste que nous espérons pouvoir publier d'ici juin – et dont l'ampleur de la rédaction explique le léger relâchement dans ce cinquième numéro.

« Nous devons lutter pour exister, pour rester en vie, pour être le futur qui se produira » ¹

Dans ce numéro vous trouverez, un éditorial de Crabouibouif sur le confinement ainsi que des morceaux choisis de son article sur le dual power qui figurera dans le Manifeste, une traduction d'une critique du mouvement communiste au Mexique de José Revueltas par Omnirath, un article du collectif Collages Féministes Lyon sur la nécessité de nommer le « capitalisme patriarcal » comme ennemi objectif, des notes de lecture sur la science marxiste par Gecko et enfin des extraits de la traduction de Markets not Capitalism sur le marché libéré du capitalisme par Rosenklippe.

¹ Marge Piercy, *Woman on the Edge of Time*, New York, Alfred A. Knopf, 1976, p. 198.

| TABLE DES MATIERES

| ARTICLES DES MEMBRES

« Télétudiant » par Crabouibouif

4



| ARTICLES DES AMI.ES



« Le Virus dont il faut prononcer le nom » par le Collectif Collages Féministes LYON

6

| POLITIQUE ET IDEOLOGIE

« José Revueltas : Des hiérarchies Marxistes à l'anarchisme » par Omnirath



« Le dual power » par Crabouibouif et Rosenklippe

16

« Les Marchés Libérés des entraves du capitalisme » par Rosenklippe

23

« Notes sur la science marxiste et la philosophie de l'aliénation » par Gecko

29

| CONTACTS





Téléudiant

Par Crabouibouif

Sur le confinement

À la suite de mon précédent article sur la crise sanitaire, j'aime à penser qu'il est nécessaire de poursuivre cette critique et de la développer au-delà des (in-)actions des États face à la crise.

Pourquoi ? D'abord il me fallait écrire quelque chose pour extérioriser. Ensuite, il nous faut produire un avis, pour celles et ceux que cela pourrait intéresser, sur le confinement et l'effet qu'elle produit sur la population.

Ce court article est articulé en trois parties principales tournées autour de la question suivante : le confinement amène-t-il les individus à développer leurs passions, idées etc. ? Ou dans le sens contraire, les amène-t-il à souffrir plus qu'autre chose ?

Premièrement, nul ne doute que de nombreuses personnes ont pu développer leurs passions durant ces quelques semaines de confinement. Au-delà de l'angoisse (que l'on abordera dans un second temps) les fêtes de musique, de jeux, de programmation, d'écriture, de lecture, de dessins, de bricolage se sont lancés dans de nombreux nouveaux ou anciens projets², ou du moins ont tenté de le faire : le chômage partiel n'étant établi que depuis peu, les premières semaines n'ont pas permis l'expression d'une quelconque forme de liberté pour la majorité.

Parallèlement, ce confinement a permis de se documenter, de réfléchir, d'interpréter et de développer notre esprit critique. Contrairement à ce que peuvent penser certains militants de terrain, cette situation est très positive pour le mouvement contestataire : tous les yeux sont tournés vers le gouvernement et son échec à répondre efficacement – alors qu'il s'est engagé sur son efficacité lors des élections – à la crise. On pourrait citer par exemple sa commande de masque pour le milieu hospitalier : des milliers doivent encore être découpés car non-réglementaires, non-FFP2³.

Oui, on ne peut plus sortir, distribuer, agir dans la rue contre le capitalisme. Mais ne deviendrons-nous pas plus crédible aux yeux de la population une fois cette crise terminée ? Ne pensez-vous pas que la crise légitimera pour beaucoup nos actions, blocages, sabotages et manifestations à venir ? Enfin, ce n'est pas pour rien que l'État, la droite et les libéraux ne veulent pas du confinement : l'économie est devenue si instable qu'une grève de « rentrée » en mai (c'est juste une idée comme ça #CGT), même de faible envergure, pourrait réellement faire « bouger » les choses.

Malheureusement, il est évident que ce confinement a aussi nombre d'effets négatifs sur les classes moyennes et le prolétariat : les violences conjugales se sont accrues, les actions humanitaires,

2 <https://www.lesechos.fr/industrie-services/conso-distribution/coronavirus-cuisine-courses-television-8-effets-du-confinement-sur-le-comportement-des-francais-1198102>

3 <https://www.franceinter.fr/societe/faux-certificats-fabricants-inconnus-les-masques-arrivent-mais-quels-masques>

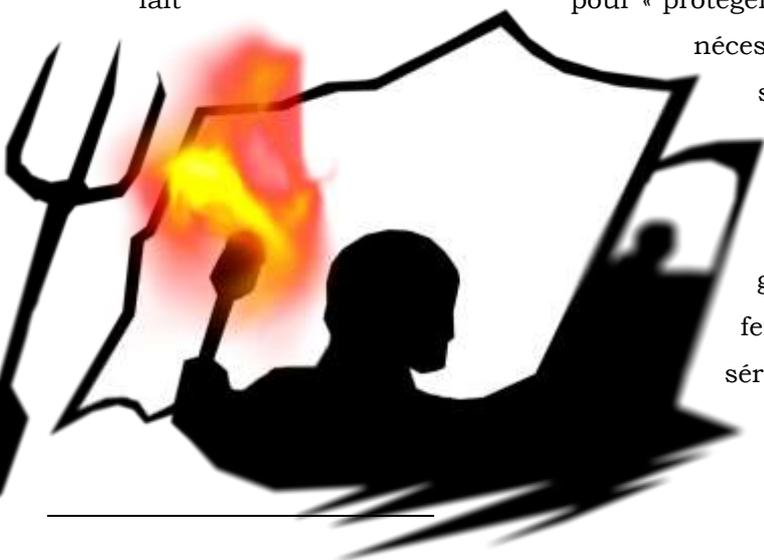
sociales et militantes sont limitées, beaucoup de jeunes ont mis de côté leurs études, de nombreux·ses étudiant·es et travailleur·ses journalier·es sont en difficultés financières⁴.

On ne peut nier que la population est la première à souffrir de la crise économique, sociale ou sanitaire : aux USA plus de deux millions de personnes se sont retrouvées au chômage en une semaine seulement⁵. Ces problèmes sont le plus souvent liés à la situation économique, sociale et psychologique : l'isolement des riches sur le reste de la population leur octroie une liberté de mouvement relative, la vie dans une villa de 200 m² en campagne est plus confortable et agréable que dans un appartement de 15 m² en ville. Les plus pauvres sont les premiers à succomber, de la maladie comme de la peur, du stress, des coups, de la faim ou encore de l'endettement⁶.

Ce constat doit être stické, tagué et crié dans la rue. Nous devons nous battre pour ces gens et auprès d'elles-eux. Nous devons nous saisir de l'idée du Dual Power et faire naître celle d'un combat face à l'État, ses institutions et le capitalisme. La riposte doit être immédiate et la préparation nécessaire, si rien ne s'organise du côté des militants de gauche on est sûr de faire comme d'habitude : une marche de santé et une bonne infusion de lacrymos. Rien n'est sûr, on ne peut pas savoir si les acteurs principaux de la contestation vont agir : beaucoup de groupes semblent figés par le confinement alors que tout est à disposition au XXI^{ème} siècle pour communiquer et s'organiser... Mai sera un coup d'estoc ou ne se sera rien : il faut mettre fin à la traditionnelle levée de boucliers syndicale, l'ennemie est affaibli, tentons notre chance ! Malheureusement nous ne sommes pas en 1936 et l'esprit révolutionnaire n'est pas au rendez-vous : on peut toujours y croire mais soyons réaliste, nous devons individuellement nous investir, pour ma part j'agirai d'abord auprès des milieux féministes et libertaires.

Enfin, nous pouvons répondre à la question en deux temps : oui, le confinement permet à une certaine majorité de se réinvestir, de se protéger et de se reposer, non, le confinement en amène une autre à souffrir, que ce soit physiquement ou psychologiquement. Nous ne devons pas trancher ou simplifier une cette prise de décisions : le gouvernement l'a fait de son côté en connaissant avec précision les répercussions négatives, il a été pris de court, affaibli – service public de la santé en crise – mais l'a fait

pour « protéger » la population de la pandémie. Le confinement est nécessaire bien sûr mais un simple constat suffit à souligner que nous n'aurions pas eu autant de doute face à la perspective d'un confinement prolongé si nos services collectifs sociaux n'avaient pas été détruit par et pour le capitalisme ! Et puis, le gouvernement n'avait pas d'autres choix que d'agir et fermer le pays : les gens commençaient à questionner sérieusement son inaction.



4 <https://www.maire-info.com/coronavirus/femmes-victimes-de-violences%C2%A0-le-confinement-oblige-à-une-vigilance-accrue-article-24063> et <http://etudiant.aujourd'hui.fr/etudiant/info/stagiaires-et-apprentis-confrontes-au-coronavirus.html>

5 <https://www.lesechos.fr/monde/etats-unis/coronavirus-le-chomage-explose-aux-etats-unis-1191506>

6 <https://www.franceinter.fr/societe/la-presidente-de-suicide-ecoute-avec-le-confinement-certains-disent-que-leurs-demons-reviennent>
<https://acteursdeleconomie.latribune.fr/debats/2020-04-06/francois-dubet-l-epreuve-du-confinement-revele-des-inegalites-qui-peuvent-devenir-haine-844301.html>

LE VIRUS DONT IL FAUT PRONONCER LE NOM

Par le Collectif Collages Féministes LYON

Par convention et pour faciliter la compréhension, ce texte utilise le mot “homme” pour désigner les hommes cisgenres. Le mot “femme” est utilisé pour désigner toute personne de ce genre. Cependant, les rapports de domination décrits ici sont subis par toutes les minorités de genre, nous ne les oublions pas.

Le mot capitalisme n'est pas un gros mot. Il désigne un système politique, économique et social dont



le principe est la recherche systématique de plus-value. Selon celles et ceux qui le soutiennent, le capitalisme est la liberté d'entreprendre et d'échanger. Selon celles et ceux qui le dénoncent, il est l'exploitation des travailleur·se·s par les propriétaires des entreprises. Développé et arrivé à maturation avec la privatisation des terres des paysan·ne·s et leur obligation de travailler dans les nouvelles industries pour survivre, la découverte des Amériques, l'extermination des amérindien·ne·s et l'exploitation des personnes noires d'Afrique dont le continent fut pillé; le capitalisme est impérialiste, raciste, et classiste par essence. Classiste puisqu'il crée une classe de travailleur·se·s pauvres condamné·e·s à fournir la main d'oeuvre nécessaire à l'enrichissement des propriétaires des moyens de productions; la classe bourgeoise.

Activisme et éducation.

Les critiques envers ce système, qui se nourrit de lui même et semble donc inarrêtable dans sa recherche perpétuelle de croissance, sont nombreuses. La plus connue est celle de Marx, icône du communisme et des pensées contestataires de gauche, il fit des analyses du capitalisme qui servent

aujourd'hui encore de référence. Or, le communisme, le marxisme et tout ce qui était socialiste ou plus à gauche de cette pensée, représentait l'URSS à l'époque de la guerre froide. Les gens y adhérant étaient donc des ennemis. Ils furent considérés comme des criminels et emprisonnés, surtout aux US, dès le début du 20ème siècle. Le mot capitalisme qu'ils employaient pour définir notre système social fut donc invalide *de facto* pour le bloc de l'Ouest, c'est-à-dire notre société occidentale actuelle.

Voilà comment expliquer, beaucoup trop sommairement, d'où vient la dette émotionnelle dont est chargé le mot capitalisme. Les vainqueurs écrivant l'Histoire et le capitalisme se justifie à lui-même en dissimulant les atrocités sur lesquelles il repose. Il a été réintégré dans la pensée commune comme une chose positive et surtout normale, favorisant la découverte de médicaments ou le développement des pays "pauvres" (devrions-nous dire "pillés"). Au même titre que le communisme devint un soit disant régime dictatorial, le capitalisme devint la normalité dans la pensée dominante, biaisée par *ceux* qui racontent l'Histoire. Et la normalité ne se nomme pas. Ainsi, nos dirigeants politiques refusent toujours aujourd'hui d'énoncer la moindre critique de ce système ou même de prononcer ce mot, puisqu'il est la norme. Et, exactement comme certains ont du mal à se reconnaître "hommes cis" ou pire, "hommes cis blancs", nommer la norme de notre système le "capitalisme" donne des boutons de fièvre à *ceux* qui en tirent le plus profit. Car la norme n'a pas de nom, elle n'a pas besoin de se définir. Seuls celles et ceux qui la combattent ont besoin de la nommer : les marginaux. De fait, toute personne s'aventurant à critiquer le capitalisme fut, et est encore, automatiquement marginalisée et considérée comme un communiste prônant la dictature et la pauvreté pour l'ensemble de la population. Les « anticapitalistes » sont d'ailleurs encore majoritairement vus comme des gauchistes désillusionnés.

Ce qui n'est pas le cas des féministes contemporaines. Celles-ci, suivant les premières et plus fortes féministes du 19ème et du 20ème siècle, sont intrinsèquement anti-capitalistes. En effet, que ce soit Flora Tristan (1803 - 1844) en France, Emma Goldman (1869 - 1940) aux US, Alexandra Kollontaï en Russie (1872 - 1952), ou encore Sahgal Lakshmi (1914 - 2012) en Inde, toutes étaient anticapitalistes que ce soit par leur appartenance aux mouvements ouvriers ou par conviction assumée et revendiquée. Et il est impossible d'étudier l'histoire du féminisme sans s'intéresser à ces femmes. Si les pensées féministes qui les ont suivies ont eu tendance à oublier leur origine prolétarienne, celle-ci réapparaît aujourd'hui et depuis quelques années comme une nouvelle évidence. Sauf, bien entendu, pour le féminisme bourgeois blanc, ou féminisme libéral, qui reproduit les mêmes schémas d'oppression auquel il prétend s'opposer.

Ce féminisme, visibilisé par les médias mainstream, est fièrement mis en avant par le gouvernement pour se voir attribuer l'étiquette progressiste. En France, il est incarné par Marlène Schiappa. En

plus d'être impérialiste et souvent islamophobe, c'est un type de féminisme qui ne remet jamais en cause la hiérarchie sociale. Entre autre, il défend l'égalité salariale mais ne parle jamais de revalorisation des emplois précaires à prédominance féminine. C'est une sorte de "féminisme capitaliste" qui ne fait que reproduire les oppressions patriarcale subies par les femmes blanches et bourgeoises envers d'autres femmes de classe, d'origine ou de culture différentes. Et comme le disent les autrices du Féminisme Pour Les 99% : "Pourquoi briser des plafonds de verre si une majorité des femmes continue à en ramasser les débris ?" .



Le collectif sensibilise le public aux notions d'intersectionnalité et à la nécessité de faire converger les luttes.

Ce manifeste publié il y a tout juste un an, croise les pensées anti-capitaliste et féministe dans un contexte actuel de crise écologique,

sociale et politique. Pour les trois autrices, le capitalisme est l'ennemi de base du féminisme car il concentre tous les fondamentaux de la crise actuelle : exploitation des ressources naturelles, exploitation des travailleur·se·s, profits illimités ne tenant jamais compte de l'appauvrissement des ressources ou du bien être des salarié·e·s. En outre elles réexpliquent que les femmes sont à l'intersection de la domination patriarcale et du capitalisme de domination économique ou, comme le disait Flora Tristan: "*l'homme le plus opprimé peut opprimer un être, qui est sa femme. Elle est le prolétaire du prolétaire même*". Ce qui signifie que même les hommes les plus misérables trouveront toujours plus misérable à dominer: une femme dans la même situation qu'eux. Et si le manifeste du Féminisme Pour Les 99% résonne aussi fort dans le contexte de crise sanitaire actuel, ce n'est pas le premier ouvrage féministe contemporain à faire le lien entre patriarcat et capitalisme. Virginie Despentes le fait également dans The King Kong Theory où elle met en lumière la manière dont le capitalisme se sert des femmes comme bouc émissaire des "crises" de sens des hommes de notre temps. En pleine souffrance, ceux-ci sont amenés à penser que c'est la faute des femmes et de leur

“féminisme” si leur vie est si dure, sans voir que le problème vient du système (capitaliste) tout entier. De son côté, Mona Chollet, dans Beauté Fatale, explique comment l’industrie cosmétique exploite et renforce les insécurités des femmes pour se faire du blé. Elle montre, sources à l’appuie, que durant les plus grandes vagues féministes de notre époque, les ventes de produits de beauté ont diminué. Son livre décrit la façon dont le capitalisme exploite le sentiment d’insécurité des femmes pour augmenter ses profits. Ces deux livres devenus des classiques incontournables en France, ajoutent au constat d’une société semblant découvrir l’évidence : les métiers nécessaires, les métiers de soins, les métiers sociaux, sont majoritairement occupés par des femmes sous-payées. Ici, c’est une fois de plus le capitalisme qui impose cette situation. La majorité des métiers sociaux sont financés par l’Etat et ne produisent rien d’autres que des humains, ils ne rapportent donc rien aux intérêts privés. Avec le copain patriarcat, le capitalisme y place les femmes et les sous paie sous couvert d’arguments essentialisants : les fameuses qualités féminines qui justifient l’absence de besoins en qualifications sur ces postes. Enfin, toujours dans l’idée de penser le féminisme sous un prisme anti-capitaliste, on peut facilement identifier les mouvements allant dans ce sens comme ceux de “body positive” (acceptation de son corps), d’éco-féminisme ou encore de mise en lumière du travail invisible, de la charge mentale, de la charge sexuelle et de la charge émotionnelle. Bref on le sent, on le voit, les femmes réalisent de plus en plus qu’on les prend pour des prunes afin de leur faire consommer des produits inutiles voir dangereux ou les faire travailler gratuitement. Ainsi, malgré la visibilité médiatique du “féminisme capitaliste”, les ouvrages féministes récents les plus populaires, les mouvements d’émancipation spontanés nés des réseaux sociaux et les constats de la crise sanitaire nous font réaliser, si ce n’était pas déjà le cas, que le mouvement féministe est intrinsèquement anticapitaliste. Anticapitaliste car le patriarcat est le meilleur ami du capitalisme.

Et si les féministes ont vite pris conscience de cette alliance entre les deux, c’est l’émergence des mouvements radicaux récents qui marquent le mieux le caractère fondamentalement anti-capitaliste du féminisme actuel. La plus belle forme de ces mouvements est incarnée par les collages féministes qui sont apparus un peu partout en France et, dans une moins grande mesure, dans d’autres pays. Notre participation aux mouvement de grèves contre la réforme des retraites et nos messages clairs, marquant notre anti-impérialisme et notre inclusivité avec les précaires, mettent définitivement le ton. Si les différents collectifs ne sont pas encore nombreux à avoir collé le mot « capitalisme » sur les murs de leurs villes, le contexte actuel et le réseau fort que nous formons font germer les idées avec une rapidité impressionnante. On sent brûler, plus vif que jamais, le sentiment de révolte déjà clairement inscrit dans notre mode d’action: direct et illégal.

Ainsi, le mot capitalisme ne fait pas peur aux féministes. Beaucoup l’emploient et, qu’iels le sachent ou non, iels le combattent.

Alors qu'aujourd'hui le monde entier se pose des questions sur l'après-crise, on voit partout fleurir articles, émissions de radio ou de TV parlant de ce fameux monde dans lequel les choses sont censées changer. Les mentions du mot "capitalisme" se font un peu plus nombreuses dans les médias mainstream. Son modèle montrant, crises après crises, son incapacité à être durable et vivable, la critique devient inévitable et il n'est plus possible de ne pas le nommer. Pourtant, toujours aucune mention ou remise en question de ce système par les politiques (je ne parle bien évidemment pas des partis d'extrême gauche). Et même les tribunes signées par des personnalités clairement identifiées comme anticapitalistes ne prennent pas le risque d'écrire ce mot. Comme si la dette émotionnelle qu'il porte risquait, encore aujourd'hui, de décrédibiliser celles et ceux qui l'utilisent. On accepte, à demi mot, la critique du système, mais on ne le remet surtout pas en question. Ainsi, l'anticapitalisme demeure un mythe, complètement absent des médias si ce n'est pour nommer les "marginaux" et leurs idées utopiques irréalisables.



Collage, réalisé en intérieur, pour le 1er mai 2020.

Pouvons-nous alors nous étonner de la totale absence du mot féminisme des débats entourant les questions d'avenir ? Pouvons nous étonner que 19% seulement des intervenant·e·s sur ce sujet soient

des femmes ? Il semble que la crise sanitaire a balayé d'un revers de main nos revendications pourtant fondamentales pour l'invention d'une autre société, plus juste, plus solidaire et écologique. Étrangement, c'est après une année militante exceptionnelle à l'échelle mondiale, après la reconnaissance de l'importance capitale du travail méprisé des femmes dans la société, après l'augmentation des violences conjugales de manière dramatique... que le féminisme n'existe plus. Le monde d'après ne se fera pourtant pas sans nous. Notre expérience du capitalisme, notre connaissance des problématiques intersectionnelles, notre présence historique au sein des luttes ouvrières, notre volonté de créer un monde plus juste pour tous·tes, font de nous des expert·e·s en lutte sociales. Le pouvoir des luttes féministes est essentiel dans la création d'une société débarrassée de tous les rapports d'exploitation, de domination et d'oppression. Il faut que ce pouvoir soit reconnu par tous les artistes signants des tribunes, par tous les altermondialistes experts du militantisme, par tous les intellectuels de gauche et d'extrême gauche désireux de changer le gouvernement... En bref, par toute la société qui veut un monde juste et solidaire pour demain. Et nous ne les laisserons pas se passer de nous et faire la même erreur que les dirigeant·e·s et la classe bourgeoise (de droite et de gauche) qui, en refusant de nommer le capitalisme, ne peuvent en faire la moindre critique et comprendre l'importance fondamentale du féminisme dans la lutte pour un autre modèle de société.

Car, alors que la crise sanitaire renforce et souligne les inégalités de "race", de genre et de classe, il est plus que jamais urgent de nommer le virus infectant cette société: le capitalisme patriarcal. Pas juste le patriarcat. Pas juste le capitalisme. Non, nous affrontons l'alliance des deux. Aujourd'hui, nous pouvons enfin le dire ouvertement. À l'heure où le capitalisme subit ses premières remises en question dans la pensée dominante, tous les mouvements sociaux doivent prendre conscience de son alliance avec le patriarcat et de l'impossibilité de combattre l'un sans combattre l'autre. C'est le capitalisme patriarcal qui cristallise toutes les luttes d'émancipation sociale vers un ennemi commun. Celui là même qui exploite la nature et la détruit mettant femmes et enfants dans les emplois les plus sous-payés du monde pour une société occidentale dont la majorité de la population subit, crises après crises, une précarisation toujours plus intense. Nommons ce virus par son nom, appelons un chat un chat: le virus de la société c'est le capitalisme patriarcal. Maintenant qu'on peut le dire sans être automatiquement discrédité·e·s, nous le revendiquons. Notre ennemi est le capitalisme patriarcal.

Si la crise sanitaire actuelle doit amener la société à une réalisation, c'est bien celle là, le virus c'est le capitalisme patriarcal. Appelez-le "capitalisme" si vous préférez mais n'oubliez jamais que son allié principal est le patriarcat et que jamais nous ne pourrons vaincre l'un sans vaincre l'autre.

- Cet article a été rédigé par des membres du Collectif Collages Féministes Lyon. -



José Revueltas : Des hiérarchies Marxistes à l'anarchisme

Par Omnirath

Artiste, écrivain, cinéaste et journaliste, José Revueltas (1914-1976) s'est imposé comme une des figures majeures de l'anarchisme mexicain. Il a produit durant toute sa vie une œuvre riche dont les aspirations révolutionnaires ne font aucun doute, nombres de ses textes ont été rédigés en prison. D'abord proche des courants marxistes dans les années 1920, il rejoint le Parti Communiste Mexicain (PCM) mais ses dissensions s'accroissent entre ses idéaux et les dérives bureaucratiques du Parti dont il est renvoyé en 1943. Il continue de questionner les pratiques militantes de la gauche mexicaine au travers de ses romans et essais politiques jusqu'à la fin de sa vie. Intellectuel majeur du mouvement étudiant de 1968 au Mexique. Il fonda la Ligue Spartakiste Mexicaine et fut un des théoriciens du Parti Populaire Socialiste.

Le texte présenté est un extrait d'*Ensayo de un proletariado sin cabeza*⁷, essai critique des mouvements communistes paru en 1962 où l'auteur analyse les dérives des mouvements socialistes dans son pays et présente les facteurs d'aliénation à l'origine de leur autoritarisme.

Entre 1929 à 1934, l'Internationale Communiste apprécie de voir dans les relations sociales du monde un mouvement consistant en une « radicalisation croissante des masses ».

L'Internationale Communiste avait remarqué une telle radicalisation à la suite de la crise économique majeure qui secouait le monde capitaliste de l'époque, un fait incontestable concernant l'ordre géopolitique mondial. Ainsi, le PCM, sans se soucier des particularités que le phénomène pourrait entraîner au Mexique, exporte le concept de radicalisation des masses en un processus normatif qui doit absolument régir la nature de leur propre participation au mouvement syndical. Les grèves organisées par le PCM se doivent d'être « les plus radicales », les plus extrêmes et celles qui exigent les plus hautes exigences ; toutes les usines, manufactures et organisations syndicales sous le contrôle du PCM doivent être se mettre en grève sans exception. Le résultat attendu fut l'expulsion des communistes des syndicats où le PCM était minoritaire et ne pouvait pas défendre ses membres. La défaite et l'écrasement impitoyable des grèves dirigées par le parti fut terrible pour tout les mouvements de lutte mexicains. Cette méthode de « vérification » des prémisses militantes, devient un système de plus en plus « indispensable » tout au long de l'histoire du PCM, pour masquer la

⁷ *Essai sur un prolétariat sans tête*, p240-245.

déformation de la conscience prolétarienne qui s'opère au sein du Parti. Il devient pareil à un toxicomane qui a tant et plus besoin d'augmenter ses doses pour se maintenir éloigné de sa maladie. Entre 1929 et 1934, le gouvernement mexicain lutte avec véhémence contre le PCM qui reste en grande partie un produit de la ligne sectaire prônée par le parti lui-même, considérant la révolution mexicaine « trahie » par le gouvernement lui-même et se « prouvant » cette trahison lorsque les communistes se retrouvent persécutés et emprisonnés. Alors que le problème n'est pas tant la trahison du gouvernement envers la révolution mexicaine mais plutôt les forces révolutionnaires partagées entre démocrates et bourgeois, où la bourgeoisie garde son entière puissance d'action, et par conséquent un processus oscillant dont les hésitations découlant de sa nature de classe et d'une corrélation de forces où le prolétariat n'a pas pu jouer un rôle décisif.

La même application irrationnelle, la même activité truquée, sera le destin que connaîtra au Mexique la politique du front populaire, décidée par le VII^e congrès de l'Internationale Communiste, à partir du moment même où, à sa manière, le PCM l'exécutera. Une ressource tactique de lutte des classes n'apparaît donc pas et la politique de front unique de certaines classes, sous la direction du prolétariat, dans la lutte contre le fascisme et la guerre ne sera qu'une simulation grossière de cette politique dans laquelle l'opportunisme rampant conduit le PCM à la corruption et à la perte la plus complète de l'autorité et du respect des masses. Il serait extrêmement fastidieux d'énumérer la liste des erreurs et des balancements, opportunistes et sectaires, à droite et à gauche, que le *PCM* a encouragé tout au long de son histoire. Mais ces hauts et ces bas, ces virages de cent quatre-vingts degrés d'une position à l'autre, cette compromission répétée à l'erreur constante, posent en eux-mêmes une question objective ; sans les moindres préjugés et sans la moindre envie de condamner. Comment est-il possible que le parti dans son ensemble, sa masse et ses membres, acceptent cette situation restant passifs, et laissent ces personnes profiter des logiques de parti jusqu'à la décomposition de la lutte politique en un sectarisme, une orthodoxie marxiste ?

La réponse réside dans deux circonstances; l'une, les expulsions périodiques des parties dissidentes, et l'autre, la dogmatisation de l'esprit même des membres de la partie la plus extrême qu'il fini par devenir un esprit religieux, non critique et dont le fonctionnement n'obéit plus qu'à des stimuli purement magiques.

Le Parti communiste mexicain arrive à ce point du processus de déformation de sa conscience selon des lois inhérentes aux structures classiques de hiérarchies qui elles-mêmes favorisent inévitablement le développement du phénomène, jusqu'à le transformer en un système d'auto-aliénation à chaque fois plus hermétique et incassable, dont les exigences « vitales » aboutissent à l'expression pratique d'un « besoin » qui représente une faillite historique et la faillite définitive du Parti Communiste Mexicain, qui ne peut être possible que si l'on reconnais que ce système nécessite, pour continuer à se pérenniser, un parti affaibli, enkysté et nécessairement déconnecté des masses.

Ce système d'auto-aliénation, dont les bases sont établies par le PCM au « tournant » de 1929 (le virage lui-même, en tant que méthode de correction des « erreurs » des militants, faisait désormais partie intégrante du système). Il acquiert son apparence totale, sa conformation complète, après la dissolution de l'Internationale Communiste. Ce système de décadence, qui plonge le parti dans un état d'anesthésie politique et d'agnose théorique, qui se nourrit de ses propres faiblesses, de l'augmentation délibérée de l'inaction mentale de ses membres, de l'esprit religieux et du manque de contact avec les masses, sous l'égide du chef du parti de 1940 à 1960 Dionisio Encina. Nous ferons donc référence à *l'encinisme*, comme le phénomène de démoralisation suprême et de dispersion du parti. Bien que l'encinisme soit le résultat de la déformation de la conscience des travailleurs et de la non-existence historique du parti prolétarien de classe dans notre pays sous le contrôle du PCM, il ne peut plus être considéré en aucune façon comme un courant politique (malgré son introduction dans les directions actuelle du PCM), même s'il s'agit d'un courant politique déformé et perverti. L'encinisme représente historiquement au Mexique une dégénérescence lumpen*-prolétarienne du parti qui aurait pu être celle de la classe ouvrière. Jusqu'à l'apparition de *l'encinisme*, le dogmatisme avait nécessité, au sein du PCM, l'abolition de la démocratie interne, l'écrasement de la lutte de tendances alternatives, les expulsions périodiques des partis dissidents et une certaine vérification, même si elle était partielle et truquée d'une ligne politique que le parti a fini par accepter comme juste jusqu'à ce que le contraire soit décrété. Mais ces mêmes éléments, si absolument indispensables et obligatoires pour l'enracinement du dogmatisme, sous la direction d'Encina perdent toute ombre de contenu politique et deviennent les manœuvres personnelles les plus grossières et les plus impudentes au sein de l'organisme précaire auquel le Parti communiste Mexicain s'est réduit. Durant *l'encinisme*, le PCM arrive à avoir le nombre le plus bas de membres, et bien que ce chiffre soit délibérément caché depuis longtemps, on finit par apprendre qu'il n'atteint pas les deux mille membres dans tout le pays. Cette situation organique apparaît comme un produit typique et révélateur de la nature sociale de *l'encinisme*, une nouvelle catégorie de chefs de parti moyens, qui jusque-là n'avaient pas fait leur apparition dans des conditions aussi caractéristiques, *le politicien professionnel*. Dans des conditions aussi particulières et révélatrices, oui, ce professionnel n'a pas de base militante (membres du parti) à laquelle consacrer tous ses efforts, il n'y a pas de tels membres ou une activité réelle qui justifient là le dévouement de tout son temps au travail politique. Si ce politicien professionnel consacrait à une activité politique, qu'il n'effectue d'ailleurs pas, les huit heures de la journée que nécessiterait son travail à l'usine ou à tout autre moment, le parti n'en voudrait pas le moins du monde. Avec cette soustraction, nul militant indépendant ne ressentirait aucun dommage dû à son absence. Malgré cela personne ne prétend nier la nécessité pour un parti, qui plus est qui cherche à représenter le peuple, d'avoir un certain nombre de militants professionnels. Ce qui est étonnant, c'est que dans un parti dont le nombre de membres atteint à peine deux mille dans tout le pays, il y a deux ou plusieurs dirigeants professionnels dans chaque comité d'État, et à Mexico, il y a comme professionnels tous les membres du comité de district ou sa grande majorité. Pourquoi donc la direction nationale du PCM, sans doute consciente de la situation et des besoins du parti, n'a pas été simplement supprimée vu le nombre

croissant de leaders professionnels ? La réponse est très simple : aussi stérile et inutile qu'est l'activité de ces professionnels, cela donnerait toujours l'impression que « quelque chose se fait », que le PCM comptait avec des organisations sur tout le territoire et qui, bien que faible, était un parti vivant et capable de se remettre, tôt ou tard, de ce léger moment de faiblesse. Le PCM, sous l'encinisme, se transforme en quotidien *La Voz de México*. Toutes les forces du PCM sont consacrées à l'édition quotidienne de *La Voz*, dans une tâche étonnante qui devient soudain une fin en soi. Peu importe ce que dit *La Voz de México* ou à qui elle s'adresse, ce qui compte c'est qu'elle ne cesse de sortir quotidiennement, jour après jour, sans ménager aucun effort. C'est vrai, en fait. *La Voz* paraît et également quotidiennement, les exemplaires de l'édition complète (données révélées lors de la conférence des communistes d'août-septembre 1957) restent dans les imprimeries, sans distribution. Bien qu'elle soit affichée tous les jours, avec une ponctualité religieuse dans les bureaux ou résidences des représentations diplomatiques des pays de l'Internationale. À l'image de l'encinisme, *la Voz* témoigne d'une éloquence écrasante dispensée de la moindre action.

On nous dira alors que le XIII^e Congrès du PCM de 1960 a représenté un certain « dépassement » de l'encinisme. Rien de plus faux. Le mouvement d'Encina a simplement donné la position de leader à d'autres cadres du parti, en échange de la liquidation (encore identique à celles du passé) de la critique qui, au sein du PCM, représentait une des dernières opportunités pour la classe ouvrière de s'objectiver au sein du Parti Communiste Mexicain sur fond de changements majeurs de ses racines et de la production industrielle mexicaine. Cette tâche ne peut dès lors plus être effectuée à l'intérieur du Parti Communiste Mexicain et l'encinisme actuel, d'un certain point de vue, a rendu un grand service à la cause des travailleurs en montrant que la conscience prolétarienne, socialiste, marxiste-léniniste n'est plus et ne peut être trouvée au sein du Parti Communiste Mexicain. Cependant, ce problème doit être compris sans que le dogmatisme obscurcisse ses termes avec des notions irrationnelles, antimarxistes et anti-scientifiques. Il existe une formule quasi-mystique et irrationnelle où le dogmatisme est consacré agissant comme principe directeur réglant l'attitude des communistes dans les moments difficiles de la vie du parti. Cette formule est la suivante :

« Je préfère me tromper avec le parti, qu'avoir raison contre lui. »



Le dual power :

Extrait du manifeste par Crabouibouif et Rosenklippe

Cet article a été réalisé pour le manifeste de l'EANL, il sera ici transcrit sous forme de citation

« *Présentation*

Le *dual power* est un concept de stratégie militante qui désigne la construction d'un contre-pouvoir populaire qui rentre en contradiction avec le pouvoir politique. Le terme vient à l'origine du léninisme, mais il a existé avant lui et a été réactualisé sous d'autres formes.

Il s'agit tout d'abord de la mise en réseaux des organisations de lutte (sociétés de résistance/syndicats), de propagande (partis/groupes) et – le plus important – les organes économiques ou sociaux autogérés (coopératives, soupes populaires, banques et assurances mutuelles, bourses du travail...).

On peut noter à la fin du XIX^e siècle, un grand nombre de pratiques d'entraide sous cette forme : les coops/scops donnaient de l'argent aux caisses de grève, les familles de la campagne (voire celles à l'étranger) accueillent le temps des grèves les enfants des ouvriers mobilisés. On peut aussi évoquer les pratiques de mutualités employées à l'échelle internationale pour que les syndicats des différents pays se soutiennent économiquement de façon décentralisée.

La Lutte et l'Entraide de Nicolas Delalande (2019) évoque cette question et révèle son origine au sein du mouvement mutuelliste. Pierre-Joseph Proudhon avait imaginé la possibilité de "réseauter" des coopératives autour des banques du peuple (banques mutuelles), créant des bastions de résistance au capitalisme et favorisant les pratiques émancipatrices.

On peut donc comprendre le *dual power* comme l'émancipation économique progressive du travailleur de l'État. Il permet autant de soutenir des luttes sociales conventionnelles que les efforts révolutionnaires tout en familiarisant les travailleurs avec l'autogestion.

Enfin, chez Lénine, le *dual power* indiquait en 1917 la contradiction du pouvoir politique du gouvernement provisoire de Kerensky avec le « pouvoir des soviets », qui possédaient dans les faits le véritable pouvoir local en organisant la gestion des ateliers par les travailleurs autant que la sécurité ou l'aide sociale.

Aujourd'hui, pratiquement toutes les branches de l'anarchisme brandissent cet étendard idéologique comme substitut ou additif à la révolution. Le *dual power* peut être au service du pacifisme : Mutuellisme étroit, Néofouriérisme et aujourd'hui libertarisme de gauche (ou encore individualisme des années 1920 avec leurs communes libres). Il peut être un auxiliaire à la

révolution, sur le modèle des mutuellistes avancées, des collectivistes ou des platformistes et des mutuellistes révolutionnaires plus récemment.

« Comme le monopole idéologique des institutions dominantes est brisé et que les gens s'appuient de plus en plus sur les institutions alternatives (IA), ceux qui ont bénéficié des arrangements existants peuvent chercher à démanteler leurs concurrents débutants. [...] Les institutions de contre-pouvoir (XI) sont créées à la fois pour défendre les IA et pour promouvoir leur croissance. Elles s'efforcent de remettre en question et d'attaquer le statu quo tout en créant, défendant et garantissant un espace pour l'opposition et les institutions alternatives. Elles le font par tous les moyens, des protestations politiques à l'appropriation directe (de plantations, de bâtiments gouvernementaux, d'usines, etc.) pour l'utilisation d'institutions alternatives, en passant par la désobéissance civile ou la résistance armée.

[...] Les changements réels sont en cours, plutôt que d'être reportés à un moment révolutionnaire, de sorte que les besoins non satisfaits par l'ordre préexistant sont satisfaits pendant la lutte et qu'aucun secteur de la société ne se fait dire que ses préoccupations ne peuvent être traitées qu'après la victoire. En d'autres termes, la création d'IA et de l'espace politique qui leur est destiné présente des avantages intrinsèques, outre l'avancement du projet révolutionnaire. [...] Simultanément, la crédibilité d'une vision révolutionnaire est immensément accrue par sa mise en pratique et par son affinement et son amélioration au fil du temps. Il est également concevable que les clivages entre les révolutionnaires et les réformateurs (et toutes les nuances entre les deux) puissent être réduits en ayant un projet commun que les deux trouvent utile. Les forces qui seraient envoyées pour réprimer un mouvement révolutionnaire se trouvent confrontées à des personnes qui ont pris le contrôle de leur propre vie, plutôt qu'à des cadres armés qui tentent d'imposer une vision au pays, ce qui pourrait éviter un conflit militaire ou du moins en réduire la gravité.

Le succès des rébellions à double pouvoir se termine par l'acceptation des nouvelles formes sociales par une grande partie de la population et la prise de conscience par les anciens dirigeants qu'ils ne sont plus capables d'utiliser leurs systèmes de force contre le mouvement révolutionnaire. Cela peut se produire parce que la non-coopération a paralysé les anciennes structures de pouvoir, parce que trop peu de gens restent fidèles aux anciens dirigeants pour faire respecter leur volonté, ou parce que les dirigeants eux-mêmes subissent une conversion idéologique. [...] La prétendue "nécessité" d'une avant-garde révolutionnaire pour guider l'impulsion révolutionnaire se révèle sans fondement : comme le peuple a déjà appris à gérer ses propres affaires, il n'a pas besoin de tutelle d'en haut. La possibilité de cooptation est minimisée : "Lorsque le peuple reconnaît son véritable pouvoir, il ne peut être enlevé par la rhétorique ou ... l'imposition" »

– « An Introduction to Dual Power strategy », Dominick A. Brian.⁸

La critique anarchiste

Dans *“An Introduction to Dual Power Strategy”*, Brian A. Dominick, anarchiste plutôt de la tendance mutuelliste, marque les différences significatives entre communistes et anarchistes sur la définition du *Dual Power*.

« [...] Il y a deux dualités à l'œuvre dans le concept stratégique moderne connu sous le nom de *Dual Power*. [...] »

Les marxistes contemporains insistent sur le fait que les conditions objectives nécessaires à la révolution sociale existent aujourd'hui dans les sociétés nord-américaines et dans l'ensemble du monde industrialisé. Ces conditions, affirme-t-on, sont les formes de production technologiquement avancées qui donnent aux travailleurs la capacité, et non l'autorité, de répondre à tous les besoins matériels de la population. En d'autres termes, si seuls les travailleurs se soulevaient et prenaient le contrôle des moyens de production, la révolution serait à portée de main, car ils pourraient réorganiser l'allocation et finalement se débarrasser d'une pénurie artificielle de biens matériels et de services. L'élément manquant aujourd'hui, affirment les marxistes, est la condition subjective de la conscience révolutionnaire. C'est-à-dire que le peuple doit devenir révolutionnaire dans son esprit.

*L'idéologie marxiste, telle qu'elle est diffusée par les partis "communistes" modernes (avant-garde autoproclamée dans un état prématuré), est le véhicule prétendument capable d'inculquer cette conscience révolutionnaire aux "masses". Cette croyance est la raison pour laquelle les marxistes contemporains ont tendance à s'organiser idéologiquement, en diffusant de la propagande, plutôt que pratiquement, comme dans la mise en place des organisations de base nécessaires à la satisfaction des besoins immédiats et futurs du peuple, y compris une autogestion politique et économique popularisée. Pour eux, le *Dual Power* se produit lorsque leur parti établit la force et les moyens nécessaires pour réorganiser et diriger la société du haut vers le bas.»*

La conception anarchiste

Municipalistes, mutuellistes et socialistes

Dans une vision similaire, James Mumm, anarcho-municipaliste américain dans un article nommé « *Active Revolution* » propose une vision « anarchiste » du *Dual Power* :

« Dans la définition originale, le double pouvoir se réfère à la création d'un pouvoir alternatif et libérateur pour exister aux côtés du pouvoir étatique/capitaliste et finalement le surmonter. [...] »

8 Traduction de la définition anglaise du dual power (crabouibouif) : https://en.wikipedia.org/wiki/Dual_power

La théorie du Dual Power est une double stratégie de résistance publique à l'oppression (contre-pouvoir) et de construction d'alternatives coopératives (contre-institutions). La résistance publique à l'oppression englobe tous les mouvements d'action directe et de protestation qui luttent contre l'autoritarisme, le capitalisme, le racisme, le sexisme, l'homophobie et les autres oppressions institutionnalisées. [...]

Il est essentiel que ces deux modes d'action généraux ne soient pas isolés au sein d'un mouvement donné. Les organisations de contre-pouvoir et de contre-institution doivent être en relation les unes avec les autres. [...]

[II] n'implique pas un double ensemble de principes, et donc de processus - un pour la résistance du public et un autre pour la construction d'alternatives coopératives. Le processus utilisé pour les deux orientations stratégiques a le même ensemble de principes à la base. Les principes anarchistes de démocratie directe, de coopération et d'entraide ont des implications pratiques qui informent les stratégies de double pouvoir pour la révolution. »

Insurrectionnalisme

A cela pouvons-nous ajouter les quelques précisions sur la structure de la Révolution selon Brian :

« Dans l'esprit de la démocratie participative, la stratégie du Dual Power met fortement l'accent sur le collectivisme, l'application de principes et de pratiques non autoritaires dans les situations sociales quotidiennes, du foyer et de la famille au lieu de travail et à l'économie. Le collectivisme exige, au-delà de la répartition égale du pouvoir entre les individus, de mettre l'accent sur la participation et la diversité des idées. Par conséquent, non seulement les acteurs se voient accorder un poids égal dans la prise de décisions, mais les options elles-mêmes font l'objet d'une attention particulière. Les plus grands facteurs de définition des institutions collectives bien organisées sont les suivants (1) la valorisation (et pas seulement la tolérance) de la dissidence ; (2) l'accent mis sur le processus démocratique ; (3) l'obtention d'une participation maximale de tous les membres ; (4) le sentiment d'unité et d'objectif commun ; (5) l'encouragement de la familiarité interpersonnelle entre les membres ; et (6) le développement et le partage des compétences entre les membres.

Ainsi, l'individu est l'unité primaire du changement social, et le collectif est l'unité secondaire. Mais tout comme l'individu peut ne pas s'épanouir dans le vide, le collectif doit reconnaître le contexte plus large du mouvement et la place qu'il y occupe. C'est pour cette raison que les institutions individuelles, organisées collectivement si elles sont révolutionnaires, doivent s'affilier à d'autres institutions similaires. [...]

L'établissement d'un Dual Power est offensant dans un sens très subversif : il cherche à empiéter lentement mais pleinement sur le domaine de ceux qui détiennent l'autorité, le statu quo. Les attaques contre les institutions à double pouvoir peuvent donc être considérées comme des manœuvres défensives de la part de l'État et de ses cohortes. Généralement, dans toute lutte, si les défenseurs sont bien établis, ils ont un avantage certain sur leurs agresseurs. Il est donc évident que la clé est de devenir bien établi. »

Brian donne ainsi un élément important à la compréhension de l'organisation anarchiste du Dual Power : son antiautoritarisme. Il exclut selon lui plusieurs pratiques, notamment celles des platformistes et la mise en place d'une armée révolutionnaire composée de milices ou de régiments propre à l'idée de la lutte des classes :

« Une partie de cette préparation au moment de l'insurrection consiste à affaiblir l'ennemi bien à l'avance. Cela signifie qu'il faut agiter et organiser les rangs des agents de l'ancien ordre. Cela signifie démoraliser la police et l'armée, les encourager à apporter des changements dans leurs institutions comme nous le faisons dans diverses autres. En effet, cela signifie les encourager à devenir nous. [...] Mais ne vous y trompez pas, lorsque la violence s'intensifiera parce que les autorités, autrefois confortables, reconnaîtront la menace qui pèse sur leur statut, et sur le cadre social même qui donne naissance à ce statut, nous ne pourrons pas battre une armée au complet, ou des forces de police qui fonctionnent bien. Résistance, refus, sabotage, désertion, tout cela devra être banalisé au sein des forces armées, sinon nous n'aurons aucun espoir de succès dans l'insurrection.

Un autre élément majeur de la victoire insurrectionnelle sera la furtivité. En d'autres termes, puisque l'insurrection commencera à peu près au moment où les élites découvriront qu'elles sont sur le point de perdre le tapis sous leurs pieds, nous devons nous débarrasser de la plus grande partie possible de ce tapis et le remplacer par notre nouvelle fondation, le dual power, avant qu'elles ne reconnaissent une menace importante. [...]

Sans chefs mais non pas désorganisés, les instances (si on peut parler d'instances) insurrectionnelles ne peuvent pas provoquer une remise en question de l'organisation collective par l'ennemi car l'insurrection n'existe que par l'impulsion *d'individus conscientisés et indépendants de leurs actes et du collectif.*

En excluant la croyance du « lendemain meilleur » propre à la révolution violente et armée, l'insurrection permet la structuration parallèle de coopératives, comités sociaux, etc. A la différence d'un soldat, l'insurgé·e peut aussi être membre d'un collectif alternatif et y participer activement.

Précisions pour les Communistes Libertaires

Dans un article de la DSA Libertaire de décembre 2018, les anarchistes américain·es parlent de la nécessité à employer de la stratégie du *Dual Power* :

« Après plus d'un an de discussions sur nos expériences et nos idées, d'organisation de projets au sein et entre nos sections locales, et de mise en place d'institutions durables à l'intérieur et à l'extérieur de la DSA, nous sommes finalement parvenus à un consensus sur les grandes lignes d'une stratégie révolutionnaire adaptée à notre contexte et à nos conditions matérielles actuels. Nous sommes désormais tous d'accord pour dire que la voie du socialisme à notre époque est de construire un Dual Power. »

Au fil de cet article la DSA avance l'importance du *Dual Power* du militantisme : cette stratégie permet la création d'espaces libérés du capitalisme, d'institutions alternatives, de l'engagement. Comment ?

« Pour accomplir ces choses en tant que mouvement des classes ouvrières dans toute notre variété, nous devons nous organiser avec tous ceux qui sont exploités et opprimés par le système capitaliste. Cela signifie que nous devons travailler ensemble non seulement sur le lieu de travail, mais aussi dans nos communautés (en ligne et dans la vie réelle), nos blocs et nos prisons, nos écoles et nos quartiers, nos maisons et nos rues, pour construire le pouvoir de la classe ouvrière de base. Nous reconnaissons que cela inclut les travailleurs engagés formellement et informellement au point de production, de logistique et de réalisation, mais aussi ceux qui sont au chômage, retraités, incarcérés, dépendants ou handicapés, et tous ceux qui ne possèdent et ne contrôlent pas les moyens de production capitalistes dans le cadre du 1% ou de leurs laquais. [...]

À notre avis, le Dual Power est composé de deux éléments : (1.) la construction de contre-institutions qui servent d'alternatives aux institutions qui régissent actuellement la production, l'investissement et la vie sociale sous le capitalisme, et (2.) l'organisation et la confédération de ces institutions afin de construire une base de contre-pouvoir populaire qui peut éventuellement remettre en question de front le pouvoir existant des capitalistes et de l'État. »

Les communistes libertaires américains font appel à la structure confédérale pour structurer les institutions alternatives et de contre-pouvoir. Dans ce modèle là les deux institutions s'entremêlent et font appel à la démocratie directe : une confédération en croissance s'oppose à un État dominant.

« Le Caucus socialiste libertaire s'organise pour construire des réseaux de conseils communautaires, d'assemblées populaires, de syndicats de locataires et d'autres organes de démocratie participative qui forment un contrepoids aux institutions autoritaires qui régissent actuellement nos vies, organisant la société en parallèle contre le capitalisme et l'État. [...]; nos conseils et assemblées peuvent restructurer l'autorité politique autour de nos propres processus de démocratie directe confédérale. Ce cadre de construction du pouvoir populaire en dehors des institutions de gouvernance de notre système actuel, pour remettre en question et éventuellement remplacer ces institutions par des institutions véritablement démocratiques de notre propre fabrication, est le cœur du Dual Power. [...]

Les contre-institutions peuvent comprendre, sans s'y limiter : les conseils communautaires, les assemblées populaires de quartier, les conseils de travailleurs, les syndicats, les syndicats de base, les coopératives de travailleurs, les économies de solidarité redistributives en réseau local et régional, les initiatives de budgétisation participative et les banques de temps. Ils comprennent également des collectifs engagés dans la fourniture d'une aide mutuelle et de secours en cas de catastrophe, des syndicats de locataires, des fiducies foncières communautaires, des coopératives d'habitation, des systèmes communautaires d'agriculture et de distribution alimentaire, de l'énergie appartenant à la communauté, des modèles d'éducation horizontale, des collectifs de garde d'enfants, et des cliniques de santé gérées par la communauté, pour n'en citer que quelques-unes. [...] »

Jusque-là les communistes libertaires reprenaient avec beaucoup de similitudes le système collectiviste déjà décrit, mais il ne semble pas reprendre le caractère insurrectionnel précédemment présenté, ou du moins il n'en fera pas part.

« Les communautés ouvrières qui s'organisent pour s'occuper des différents problèmes qui les concernent - de la réparation des rues à la distribution de nourriture, des cliniques aux feux de freinage au nettoyage des bâtiments négligés - montrent toutes les limites de la capacité de l'État néolibéral à résoudre nos problèmes et donc à le délégitimer aux yeux des observateurs. Les grèves et les arrêts de travail, les grèves des loyers, les blocages d'autoroute et les manifestations de masse qui accablent la capacité des autorités à maintenir le "business as usual" font tous partie de la façon dont la classe ouvrière démontre son pouvoir. [...]

Une fois établies, les institutions du Dual Power qui travaillent à l'expansion du socialisme municipaliste dans telle ou telle communauté se confondent d'abord au niveau régional, puis en un vaste réseau international de "villes intrépides" similaires dédiées à la révolution contre le capitalisme et le fascisme, et à la construction dévouée du socialisme libertaire. Cette architecture organisationnelle décentralisée, en réseau, peut donner la priorité à l'universalisation de la démocratie économique et à la redistribution des biens et des services à tous, dans les communautés et les régions respectives. »

»



« LES MARCHES LIBERES DES ENTRAVES DU CAPITALISME » – CHARLES W. JOHNSON – 2010

Par Rosenklippe

Extraits du début de l'article tiré et traduit du recueil de texte *Markets not Capitalism* intitulé « **Markets freed from Capitalism** »⁹.

Charles W. Johnson est un archiviste professionnel, un développeur web indépendant, et un écrivain anarchiste individualiste. Co-auteur du recueil **Markets not Capitalism** avec Gary Chartier, ses principaux apports touchent le plus souvent les questions du libre-marché anticapitaliste, de l'open-source, des technologies de l'information et des « monopoles intellectuels » – Il se revendique **anticopyright**.

Parlons de la structure et des mécanismes du capitalisme d'État. Comment, dans la vie économique quotidienne, la **structure politique** du privilège économique donné aux grandes entreprises tend à produire et reproduire les **conditions matérielles** du maintien de la concentration du capital dans les mains d'une minorité d'acteurs [...] et comment des « **marchés libérés** » (**Freed Markets**) supprimerait l'un pour abattre l'autre.

[...] Considérez ceci comme un guide introductif pour entreprendre ensuite une enquête et des discussions sur le sujet ; [...] il s'agit bien plus de convaincre de faire une sorte de **changement d'aspect** (« **aspect-shift** »), pour adopter un nouveau point de vue depuis lequel observer la gestalt politico-économique.

Le besoin d'un tel changement est pressant parce que – avec nos excuses pour Shulamith Firestone¹⁰ – l'économie politique du capitalisme d'Etat est profonde au point d'en devenir invisible. Il paraît être un ensemble superficiel d'interventions, un problème qui puisse être résolu par quelques réformes légales, ou peut-être l'élimination des **bail-outs** et des subventions aux exportations, tout en préservant plus ou moins intact les principes de base du système capitaliste. L'anticapitaliste de libre-marché soutient qu'il y a quelque chose de plus profond, et de plus envahissant, que les débats de surface auxquels les libertariens limitent le plus souvent la question. Un marché complètement libre signifie la libération des postes de commandement vitaux de l'économie, en les récupérant du

9 Voir traduction complète (et retrouver les autres traductions) : <https://nidieunicesarnitribunfrançais.wordpress.com/2020/04/06/traduction-les-marches-liberes-des-entraves-du-capitalisme-charles-w-johnson-2010/>

10 Voir Shulamith Firestone, « *The Dialectics of Sex : The case for feminist revolution* », Farrar, New-York, 2003

contrôle étatique pour les redistribuer au nexus du marché et à l'entrepreneuriat social – transformation depuis laquelle un nouveau marché émergerait, profondément différent de tout ce que nous avons actuellement [...].

LES DEUX SENS DE « MARCHÉ »

[...]

- **Les Marchés comme libre-échange :** quand les libertariens parlent de marchés, ou spécifiquement « **du** marché », au singulier, ils désignent ici **la somme de tous les échanges volontaires**¹¹ – n'importe quel ordre économique basé, jusqu'à un certain point, sur les principes de la propriété personnelle, de l'échange consensuel, de la libre association, et de la liberté d'engager dans la compétition pacifique et l'innovation entrepreneuriale.
- **Les Marchés comme Nexus monétaire :** nous employons aussi souvent le terme dans un sens différent – pour faire référence à une forme particulière d'acquérir et d'échanger la propriété – c'est à dire, pour faire référence au commerce et aux échanges réciproques, aux relations sociales relativement impersonnelles basées sur le paiement, typiquement permises par la monnaie ou par n'importe quel instrument financier désigné par des unités monétaires.

Les deux sens sont liés entre eux. Quand elles prennent place dans le contexte d'un système de libre-échange, les relations sociales basées sur le nexus monétaire – produire, acheter, et vendre au prix du marché, épargner, investir dans des entreprises productives, et ainsi de suite, ont toutes un rôle positif, voire essentiel, dans une société florissante.

Je n'essaye pas d'argumenter qu'elles disparaîtront dans une société **d'égalité liberté** ; mais j'entends argumenter du fait qu'elles peuvent ne pas ressembler à ce que vous attendez d'elles, si votre image des relations commerciales est basée sur le fonctionnement du commerce dans les conditions du capitalisme. Le commerce sous le capitalisme possède beaucoup des caractéristiques exploiteuses et aliénantes que les critiques de gauche attribuent aux « entreprises privées » ou à la « société de marché ». Mais pas à cause de l'entreprise ou à cause du marché. Le problème du commerce dans le système capitaliste est le **capitalisme**, et sans ce dernier, l'échange dans le

11 Les économistes procapitalistes ont souvent suggéré un sens aussi large de « marchés », même s'ils n'en ont pas saisi, ou ne voulaient pas en saisir, toutes les implications. Par exemple, Murray Rothbard, dans *Toward a Reconstruction of Utility and Welfare Economics*, Ludwig von Mises Institute, 2002. <http://mises.org/rothbard/toward.pdf> (13 Mars 2011) écrit que « le libre marché est le nom de l'ensemble de **tous les échanges volontaires qui prennent place dans le monde** » (29-9). Ludwig von Mises, dans *Human Action : a treatise on Economic Principles*, scholars ed., AL Mises, Auburn, 1998, écrit qu'il n'y a dans l'opération du marché pas de contrainte, pas de coercition... Chaque homme (sic) est libre ; personne n'est sujet à un despote. De son propre accord l'individu s'intègre lui-même dans le système coopératif... Le marché n'est pas un lien : une chose ou une entité collective. Le marché est un processus, actionné par la réciprocité des actions des différents individus coopérants sous la division du travail » (158).

marché libéré autant que le commerce dans le sens de nexus monétaire prendraient une forme entièrement différente.

Pour voir comment ils sont liés, nous devons d'abord observer ce qui les différencie. S'ils sont joints en pratique, libre échange et nexus monétaire sont distincts sur le papier. Les marchés, dans le premier de ces sens (la somme de tous les échanges volontaires) **incluent** le nexus monétaire – mais aussi **beaucoup plus** que le nexus monétaire. Si un « marché libéré » est la somme de tous les échanges volontaires, alors les échanges familiaux prennent place au sein d'un marché libéré ; la charité fait partie d'un marché libéré ; les dons font partie d'un marché libéré ; les échanges informels et le troc font tous partie d'un marché libéré. De façon similaire, si les marchés compris comme libre-échange peuvent inclure les arrangements « capitalistes » – tant qu'ils sont consensuels – ils englobent aussi beaucoup plus que ça. Il n'y a en principe rien dans un marché libéré qui **interdise** le travail salarié, la rente, ou les assurances privées. Mais un marché libéré comprend aussi tous les arrangements alternatifs – dont beaucoup qui n'ont clairement rien à voir avec les relations employeurs-employés ou la gestion entrepreneuriale standard, et qui se rangent maladroitement, au mieux, avec **n'importe quel** sens conventionnel du mot « capitalisme » : l'autogestion et les coopératives de consommation font partie du marché ; les associations d'aide mutuelle locales et les cliniques gratuites font partie du marché ; ainsi que les syndicats de travailleurs, les communes volontairement constituées, les expériences à petite ou grande échelle de systèmes postmonétaires (prise sur le tas, libre consommation), et d'innombrables autres alternatives au statu quo capitaliste-corporatif actuel.

Se concentrer sur l'acte spécifique de l'**échange** pourrait même nous mener à faire fausse route ; il serait plus simple et moins déroutant que de décrire le marché totalement libéré comme **l'espace d'expérimentations sociales consensuellement entreprises maximal**.

[...] Le nexus monétaire n'épuise pas les formes d'échange volontaire et d'expérimentation sociale qui puissent émerger au sein d'un marché libéré. Mais, plus que cela, un nexus monétaire pourrait exister et pourrait être expansif et important pour la vie économique, **qu'il opère ou non** sous les conditions d'une liberté individuelle authentique. Les marchés compris dans le sens d'échanges volontaires existent là où les individus sont véritablement libres de produire et d'échanger – le « libre marché », dans le sens du « marché » comme échange volontaire, est véritablement une tautologie, et là où il n'y a pas de libre échange, il n'y a pas d'ordre de marché. Mais un « marché » dans le sens de nexus monétaire peut être libre ou non ; les échanges monétaires sont toujours des échanges monétaires, qu'ils soient régulés, restreints, subventionnés, taxés, mandatés, ou autrement contrôlés par l'action gouvernementale.

N'importe quelle discussion portant sur le nexus monétaire dans le monde réel – des « institutions de marché », des relations économiques, et des arrangements financiers auxquels il faut faire affaire

dans cette économie gouvernementale – nécessite de prendre note non seulement des façons dont le gouvernement **limite** ou **interdit** les activités de marché, mais aussi des façons dont le gouvernement, plutôt que d'effacer les marchés, **crée** de nouveaux **marchés truqués** (« **rigged markets** ») – des points d'échange, des nexus monétaires, qui seraient plus réduits, ou moins importants, ou de nature radicalement différente, ou qui n'existeraient tout simplement pas sans l'intervention de l'état [...].

Les anarchistes de marché doivent être clair, quand ils parlent de la croissance des « marchés » et de leur rôle dans la vie sociale, que ce soit en référence aux **marchés comme libre-échange** ou aux **marchés comme nexus monétaire**. Les deux ont un rôle à jouer, mais le type de valeur qu'ils offrent, et les conditions et le contexte dans lesquels ils ont cette valeur, dépend de celui dont on parle. Pour un anti-étatiste de principe, la croissance des « marchés » comme **espaces d'expérimentation sociale consensuelle** est toujours un développement libérateur – mais si ces expérimentations sociales peuvent être médiées par le nexus monétaire, elles peuvent aussi l'être par des relations sociales entièrement différentes, et pourraient ne ressembler en rien aux affaires et au commerce conventionnels. La croissance des « marchés » comme échanges monétaires, d'un autre côté, peut être **autant** libérateur qu'opresseur, et sa valeur dépend entièrement du contexte dans lequel elle prend place – que ces relations s'érigent par le libre jeu des forces sociales, ou à travers les effets d'entraînement directs ou indirects des forces gouvernementales et la création de marchés truqués. Des formes d'interaction qui sont positives et productives dans le contexte de libre-échange peuvent facilement devenir des instruments d'exploitation et d'aliénation quand les forces gouvernementales les imposent sur des participants réticents, ou les poussent dans des aires de nos vies où nous n'en avons ni envie, ni besoin.

MARCHES TRUQUES, MARCHES CAPTIFS ;

BUSINESS AS USUAL

[...]

Pour les anarchistes de marché anticapitalistes, il y a au moins trois mécanismes spécifiques que nous pourrions mentionner et qui poussent les individus à participer à des marchés truqués [...] :

1. Les monopoles gouvernementaux et les cartels : les pénalités gouvernementales répriment directement la compétition ou érigent des barrières à l'entrée sur le marché contre les nouveaux compétiteurs et les biens et services de substitution ;

2. La redistribution régressive : les possessions des travailleurs ordinaires sont directement saisies par les expropriations gouvernementales, et transférées à des bénéficiaires économiquement puissants, dans la forme de subventions financées par l'argent des contribuables, l'entretien des entreprises parasites, les prêts de connivence, l'emploi très

répandu de l'expropriation pour saisir la propriété des petits possédants et la transférer à de grands promoteurs commerciaux¹² ; et

3. **Les marchés captifs** : une demande de biens est créée, ou artificiellement intensifiée, par la coercition gouvernementale – ce qui peut signifier une autorité directe et une pénalisation infligée à ceux qui essayent de contourner le marché captif ; ou une situation dans laquelle les acteurs sur le marché sont menés à participer à des transactions sur des bases artificiellement désavantageuses comme une conséquence (peut-être parfois même involontaire) des interventions gouvernementales.

Un exemple simple de marché captif directement imposé peut-être celui de la demande d'assurances automobiles. Quand les gouvernements décrètent que tous les conducteurs doivent acquérir une assurance automobile auprès de compagnies d'assurances bureaucratiquement approuvées, ils rétrécissent nécessairement l'étendue des échanges volontaires, mais ils **grossissent** aussi dramatiquement une **forme particulière, fétichisée** d'échange monétaire – en créant une nouvelle facture que tous sont forcés de payer, et une sélection de compagnies politiquement connectées avec un accès aisé à un flot constant de clients, dont beaucoup pourraient ne pas payer pour leur « service » sans la menace d'amendes et d'arrestations. L'espace d'expérimentations sociales se contracte, mais le nexus monétaire enfle sur ce que le gouvernement a tué.

Un exemple de marché captif **indirectement** imposé serait l'obligation de recourir à des comptables professionnellement certifiés. Les comptables publics certifiés (NdT : CPA, **Certified Public Accountants**) rendent un service utile, mais c'est un service dont très peu de gens, et très peu d'entreprises, ont besoin, excepté pour aider à gérer la documentation et la paperasse administrative imposées par le code fiscal gouvernemental. [...]

Avec ces trois mécanismes en vue, une façon rapide d'interpréter la thèse de l'anticapitalisme de libre-marché est ceci : nous maintenons que beaucoup des formes reconnaissables de l'économie capitaliste résultent du fait que certains marchés clefs – le marché du travail, le marché du logement, les marchés de l'assurance et de la finance, et beaucoup d'autres, sont des marchés truqués. Et en

12 Pour l'exemple récent le plus fameux de ces pratiques expropriatrices, voir *Kelo v. New London*, 545 U.S. 469 (2005). À New London, dans le Connecticut, la mairie avait condamné et saisi les maisons de Susette Kelo et de beaucoup d'autres petits propriétaires d'habitations pour offrir les terrains à un riche promoteur privé. Ce dernier souhaitait détruire les habitations au profit de la compagnie pharmaceutique Pfizer Inc. La justice avait soutenu la mairie, en affirmant que n'importe quel domicile pouvait être saisi et transféré à n'importe quel parti privé aussi longtemps que ces mesures étaient justifiées par les plans de « développement économique » supervisés par l'Etat, qui demandaient un accroissement des revenus gouvernementaux. *Kelo* attira beaucoup d'attention sur la question, mais des saisies et des transferts de ce type, ciblant principalement les quartiers défavorisés habités par des minorités ethniques et des immigrants, étaient déjà largement pratiquées depuis des décennies au nom de la « rénovation urbaine » aux dépens des quartiers défavorisés habités par des minorités ethniques et des immigrants. Cf. Mindy Fullilove, *Root shock : How tearing up city neighborhoods hurts America and what can we do about it*, Random, New York, 2005, et Dick M. Carpenter et John K. Ross, *Victimizing the vulnerable : The demographics of Eminent Domain abuse*, Institute for Justice, Arlington VA, 2007.

particulier, beaucoup d'entre eux sont des marchés captifs indirectement créés, et l'étendue jusqu'à laquelle ces besoins sont rencontrés à travers les relations commerciales conventionnelles passant par le biais du nexus monétaire – plutôt que d'être rencontrés par d'autres sortes de moyens, possiblement radicalement différents, tels que les coops, l'**homesteading**, l'équité de labeur (NdT : « **Sweat equity** »), l'échange informel, l'économie du don, les réseaux d'aide mutuelle, et d'autres alternatives mutuellistes – a peu à faire avec les désirs ou les préférences sous-jacents des consommateurs, et est plutôt liée aux contraintes placées sur l'expression de ces désirs ou préférences. Les relations commerciales et le nexus monétaire grossissent parce que les travailleurs ayant besoin d'acquiescer un domicile ou un travail sont jetés dans un marché où ils sont systématiquement dépouillés de leurs ressources et des alternatives envisageables, où ils sont constamment face à des frais artificiellement enflés, et où ils sont généralement contraints à négocier avec les agents dominants du marché qui ont été placés dans la situation artificiellement avantageuse qui est la leur par des interventions gouvernementales continues, répétées et envahissantes, en faveur des agents politiquement connectés¹³.

Lire l'intégralité de l'article sur « Ni dieu, ni César, ni tribun », le blog de Rosenklippe : « Traduction : Les marchés libérés des entraves du capitalisme, Charles W. Johnson (2010) »

<https://nidieunicesarnitribunfrançais.wordpress.com/2020/04/06/traduction-les-marches-liberes-des-entraves-du-capitalisme-charles-w-johnson-2010/>

13 Voir Charles W. Johnson, « Scratching by : How government creates poverty as we know it », *The Freeman* : Ideas on liberty, 57.10 (Décembre 2007) : 33-8 (Foundation for economic education, 2007) <http://www.thefreemanonline.org/featured/scratching-by-how-government-creates-poverty-as-we-know-it/> (2 Janvier 2010).



Notes sur la science marxiste et la philosophie de l'aliénation

Par Gecko

Cet article a été écrit pendant la rédaction du manifeste. Il s'agit de notes de lecture de Essai sur les fondements théoriques de l'anarchisme¹⁴ de René Berthier qui feront l'objet d'un travail approfondi ultérieurement.

S'il est un lieu commun en politique que de souhaiter appuyer son action sur l'expertise scientifique, il est déjà autre chose que de vouloir y fonder sa *capacité* même à prendre des décisions en capitalisant sur la méconnaissance du travail de recherche par le grand public. En période de « crise sanitaire », la confusion est d'autant plus aisée que les décrets relatifs au confinement (et l'ensemble de son dispositif de contrôle policier) semblent découler nécessairement des recommandations des bactériologistes. Pourtant, il se trouve là une médiation à ne pas ignorer. Reprenons (de manière synthétique) la démarche de recherche scientifique¹⁵. Quand un·e chercheur·se dans le domaine qui constitue sa spécialité, formule des hypothèses, établit un modèle et le valide via l'expérimentation, cela n'en reste pas moins un modèle théorique nécessairement transitoire donc *réfutable*. Il ne prétend expliquer qu'une partie des phénomènes et on ne peut en déduire que des généralités : « dans tel environnement, en présence des variables X et Y, il se produira probablement ça ». Si à la suite de leurs études, les chercheur·ses – en cette qualité – recommandent une telle mesure de distanciation sociale, décréter le confinement relève de la *politique*. Il ne s'agit pas là de contester le bien-fondé de la mesure mais de rappeler que les analyses « scientifiques » sont valables et peuvent faire consensus dans leurs domaines distincts mais ne peuvent émettre autre chose que des avis dans le champ politique. Celui-ci prétend à une action normative dans l'intégralité complexe du tissu social et toute action en son sein ne peut être portée que par l'engagement. Toute *opinion* qui y est exprimé a la même valeur. Je ne nie pas par là les compétences : il ne me viendrait pas à l'esprit de discuter le diagnostic médical formulé par un·e médecin ni l'expertise d'un·e économiste dans sa discipline (sous réserve du sous-domaine de sa spécialité et de la critique de ses pairs). Toutefois, en politique aucune de ces compétences ne peut prétendre à la supériorité de son opinion¹⁶. Le cas échéant, il n'y aurait plus besoin de démocratie et nous pourrions être dirigé directement par les « scientifiques » mais comme nous l'avons vu, limité·es à la construction de modèles, rien n'indique que leur direction serait plus efficace et perçue comme plus légitime. Il faut enfin rappeler que le

14 2008, version téléchargée le 12 avril 2020.

15 Il ne s'agit que d'une schématisation pour illustrer le cœur du sujet ensuite, je ne prétends pas m'y connaître en épistémologie donc j'invite le lecteur ou la lectrice à la plus grande réserve sur cette partie.

16 À l'exception de la compétence électorale en démocratie représentative

principe démocratique a été conçu en premier lieu pour éviter l'arbitraire de l'exécutif et non pour atteindre une efficacité décisionnelle.

Dans le mouvement social et l'action militante, il est aussi tentant de *fonder* son action sur la « Vérité » afin d'ajouter du crédit à sa volonté de changer le monde. Il ne s'agit là que de *fonder* son action, *a posteriori* ou au moins pendant celle-ci soit à l'instant qui suit immédiatement l'élan premier. Il est pourtant vain d'opposer raison et passion¹⁷, l'une ne va pas sans l'autre, nous agissons et nous avons naturellement tendance à rationaliser notre action, à lui donner un sens en l'inscrivant en continuité ou en rupture de nos actes.

Pourtant, il en est ainsi d'un des pans les plus illustres de la théorie révolutionnaire qui, après avoir abattu la philosophie tout entière en la soumettant à sa lacune en praxis¹⁸, s'est arrogé le titre de science¹⁹ – après tout « *sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire* »²⁰. Ainsi, la science marxiste s'est réifiée dans un corpus indépassable. Nous avons vu précédemment qu'une théorie est transitoire, c'est « *un modèle, un ensemble d'hypothèses de travail destinées à expliquer un phénomène naturel ou humain* »²¹ dont la place parmi les connaissances n'est acquise que jusqu'à « réfutation »²². Nous assistons là à un procès inverse, une partie des marxistes estiment que la critique a atteint son sommet au « moment » Karl Marx et Friedrich Engels. Avant il y avait les socialismes utopiques dont la création théorique était incomplète car ils ne pouvaient observer le système capitaliste pleinement développé²³. Après ce ne sont que d'inutiles bavardages « petit bourgeois » : il faut cesser de philosopher et passer à l'action, charge aux intellectuels de théoriser son cadre. Le matérialisme historique trace la grande route vers le communisme via la succession des modes de production : esclavage, servage, salariat et société de producteurs libres et égaux. Nous disposons enfin des possibilités techniques d'une société d'abondance grâce au capitalisme, ses contradictions vont en venir à bout et ce sera le début de l'histoire – ce qui ne paraît pas très dialectique, mais comme nous l'avons remise sur ses jambes il faut bien nous croire²⁴.

17 Voir Danielle Forget. *Passions bavardes. Essai de rhétorique sur le discours social*, Québec, Marcel Broquet Éditeur, 2009.

18 « *Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde il s'agit désormais de le transformer* », *Thèses sur Feuerbach*. Ce n'est pas une idée originale et déjà en 1838, dans « Dialectique négative et philosophie de l'action », August von Cieszkowski posait la question de l'action politique estimant que « *l'action et l'intervention sociale supplanteront la véritable philosophie* » | René Berthier, *op. cit.*, 27.

19 Il existe même des Éditions science marxiste pour vous donner le niveau.

20 Vladimir Ilitch Oulianov, *Que faire ? Question brûlante de notre mouvement* (1902) – date et auteur de la traduction inconnu

21 René Berthier, *op. cit.*, 318.

22 Les marxistes jouant à la fois sur l'ambivalence de leur théorie, à mi-chemin entre la philosophie politique, l'économie et la sociologie, notamment grâce à son introduction à l'université, pour éviter tout risque de réfutation sérieuse, l'un des meilleurs exemples est la valeur-travail : invérifiable et incalculable, son incorporation dans les formes de capital fixe évitant toute démonstration sérieuse autre que métaphysique.

23 « *À l'immaturation de la production capitaliste, à l'immaturation de la situation des classes, répondit l'immaturation des théories* » | Friedrich Engels (1878). *Anti-Dühring, 1ère partie*, traduction française de 1950, « classiques des sciences sociales », Université du Québec à Chicoutimi, p. 222.

24 Le propos de remettre la dialectique « à l'endroit » vient de Engels et est inspiré d'une image choisie par Hegel pour qui lorsque « *la conscience naturelle se confie à la science, c'est pour elle un essai de « marcher sur la tête* » » | René Berthier, *op. cit.*, 299-300.

Deux remarques s'imposent. D'abord, l'expression « matérialisme historique » n'est jamais employée par Marx. Tout au mieux trouve-t-on l'idée d'une « *conception matérialiste* » de l'histoire dans *L'Idéologie Allemande*²⁵. L'idée d'une succession de phases dans l'histoire au travers de la lutte des classes n'est pas nouvelle, elle est dans l'ère du temps et promue par plusieurs historiens de la Restauration à commencer par Saint-Simon (lequel prétend continuer l'œuvre de Condorcet)²⁶. Guidé par une telle représentation du monde, Marx critique Proudhon et son *Système des contradictions économiques*, estimant que le socialiste français renonce à l'étude historique des moyens de production en essentialisant des catégories de l'économie « bourgeoise ». Si à l'époque Marx est un brillant polémiste, c'est un piètre scientifique. En effet, Proudhon estime qu'une étude scientifique et critique du capitalisme doit tenir compte de sa dynamique propre – contrairement aux économistes libéraux « empiristes » qui historicisent – afin de comprendre ses contradictions et l'action de ses catégories comme simultanées²⁷ – ou *synchronique* diraient les linguistes. Il s'agit donc d'hypothèses de travail et de l'application d'une méthode scientifique « hypothético-déductive » ou *inductive-déductive* à l'économie.

Il nous faut alors faire un aparté sur l'usage du mot « science » chez Marx. Celui-ci est à l'origine un étudiant en droit, dont la thèse²⁸ critique la posture de Démocrite qui se « *jette dans les bras de la connaissance positive* »²⁹ et prend parti pour Épicure, le philosophe qui se tient à l'écart du monde. Il use de l'expression « *connaissance positive* » pour qualifier la connaissance scientifique et le mot « science » pour désigner la philosophie – ce qui est courant à l'époque même si ensuite quelques piètres épigones seront induits en erreur (d'autant plus que le trévois rédige des virulentes critiques scientifiques – donc philosophiques – à l'époque).

Le jeune Marx qui semblait près d'écrire un livre sur l'économie à la fin des années 1840 piétine et ne produit rien de satisfaisant une dizaine d'années durant jusqu'à son *Introduction générale à la critique de l'économie politique* (1857) qui le « relance » jusqu'au *Capital* (1867). Dans le premier des deux livres que nous venons de citer, Marx écrit : « *la méthode de s'élever de l'abstrait au concret n'est pour la pensée que la manière de s'approprier le concret, de le reproduire en tant que concret pensé. Mais ce n'est nullement là le procès de la genèse du concret lui-même* »³⁰. Cela ressemble étrangement à la démarche de Proudhon et renie surtout sa *Misère de la philosophie*. On se demande comment il ne peut citer l'économiste français au moment où il écrit un livre dans sa continuité où les contradictions du capitalisme ne sont plus analysées historiquement mais « simultanément ». C'est à ce moment que la « dialectique » de Hegel revient en grâce dans ses écrits. Marx indique alors

25 Friedrich Engels et Karl Marx (1845). *L'idéologie Allemande. Première partie : Feuerbach*, traduction française de 1952, « classiques des sciences sociales », Université du Québec à Chicoutimi.

26 René Berthier, *op. cit.*, 309 et 458.

27 *Ibid.*, 14.

28 « *Différence de la philosophie de la nature chez Démocrite et Épicure* » qui lui permettra d'être reçu *in absentia* (sans soutenance orale) docteur de la faculté de philosophie de l'université d'Iéna en 1841.

29 René Berthier, *op. cit.*, 264.

30 *Ibid.*, 280.

à Engels que la *Logique* de Hegel l'a ouvert à une nouvelle perception. René Berthier conclut de son analyse des « retrouvailles » hégéliennes qu'il s'agit là d'une élégante façon de nier l'héritage de Proudhon en mobilisant la métaphysique dialectique³¹.

Ce tournant a deux conséquences fondamentales. La première est que les marxistes vont faire un usage abondant de cette méthode. L'expression « matérialisme dialectique » est une invention d'Engels et Marx ne l'emploie pas de son vivant. Elle témoigne bien de la difficulté du premier³² à saisir cette méthode d'*exposition* rhétorique-métaphysique fondée sur un ensemble d'*hypothèses* et de postulats historiques hégéliens. La trace qui nous en reste aujourd'hui est un usage disqualifiant, les marxistes accusant globalement l'ensemble leurs adversaires de ne pas (ou de mal) utiliser le raisonnement dialectique, y compris dans leur propre camp à l'image de Boukharine. Je passe ici sur les apories de ce concept, comme le dit Philippe Pelletier, « *s'il ne s'agit que d'"interaction", eh bien, laissons tomber les mots ronflants et parlons simplement d'interaction* »³³.

Le matérialisme historique auquel Marx aura renoncé à la fin de sa vie est transformé en étrange aberration à la suite de la publication du *Capital*. Comme le dira Engels plus tard, l'insistance de leurs ouvrages de la période sur les déterminismes économiques est à resituer dans une lutte contre les lectures idéalistes du monde et non comme une négation des autres facteurs. Il rapporte dans une lettre à Bernstein le propos de Marx, « *ce qu'il y a de certain c'est que moi, je ne suis pas Marxiste* » à propos du livre de Paul Lafargue où ce-dernier écrivait entre autre « *la morale, ainsi que les autres phénomènes de l'activité humaine, tombe sous la loi du déterminisme économique formulée par Marx* »³⁴. Il ne s'agit pas là pour Marx d'une posture anti-dogmatique mais d'une critique de la façon dont sa théorie est vulgarisée à l'époque : « *la conception matérialiste de l'Histoire a maintenant, elle aussi, quantité d'amis de ce genre, à qui elle sert de prétexte pour ne pas étudier l'histoire* »³⁵. L'idée d'une succession entièrement déterminée de faits économiques – un modèle théorique – conduit à une lecture simpliste de l'histoire. Cela n'empêche pas les marxistes d'hypostasier des théories douteuses telles que la *baisse tendancielle du taux de profit* qui – si on ne tient compte que du « fait économique » – conduirait fatalement à la fin du capitalisme.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer le succès du marxisme dans sa version lassalliste : étatiste et dogmatiquement économiste. Tout d'abord, Marx a dû épargner les écrits de certains dirigeants sociaux-démocrates allemands, comme Ferdinand de Lassalle de son vivant, car il dépendait d'eux pour être publié et avoir des appuis au sommet du mouvement³⁶. Ensuite, nous pouvons aussi

31 *Ibid.*, 368. Cela doit vous incliner à écouter attentivement la critique et discuter.

32 Que j'excuse d'autant plus aisément que je ne suis pas non plus capable de saisir Hegel et j'ai dû me contenter de lire ses exégètes pour cela.

33 « La pensée sociale d'Élisée Reclus, géographe anarchiste », *Le Monde Libertaire*, 1085, 22 au 28 mai 1997 | Cité par René Berthier, 397.

34 *Le Matérialisme économique de Karl Marx, cours d'économie sociale*, 1884 | *Ibid.*, 446.

35 Lettre de Engels à C. Schmidt | *Ibid.*, 323.

36 *Ibid.*, 373.

postuler que sa théorie de l'aliénation justifie le rôle des intellectuels, Marx le premier à la tête de son bureau de l'Internationale après l'exclusion de la majorité du mouvement. On constate aussi que la redécouverte du phénomène culturel par les marxistes, tant par Antonio Gramsci, que Georg Lukács ou l'école de Francfort, fait de la culture ou de l'idéologie des phénomènes toujours plus aliénants.

Avant d'aborder ce point, il faut clarifier l'idée de matérialisme. Contrairement à la vision spirituelle, la matière n'est pas inerte. S'opposant aux « idéalistes »³⁷, les tenants du matérialisme entendent lutter contre les lectures simplistes de l'histoire humaine sous le joug de la pensée pure distincte du social. Pour eux, la matière est *tout* soit la nature incluant la société, les êtres humains et leurs pensées et constructions sociales. Elle est toujours « vivante », en mouvement. Pour Marx, la vie détermine la conscience. Il considèrerait par-là que les idées se forment au travers des relations sociales (ce qui nourrit la conscience, construit ses représentations et sa façon de percevoir le monde) : les idées sont *dans l'action par l'action*.

Il ne faut pas tenir entièrement responsable Marx de la façon dont son œuvre a été récupérée mais il faut toutefois élucider *pourquoi la pensée privilégiée par les dominant-es du mouvement social, le marxisme*³⁸, *est devenue la pensée dominante du mouvement social* ou pourquoi sert-il leurs actions et comment ces actions l'ont construit comme tel. Une telle philosophie postule que nous sommes tous plongé-es dans l'idéologie. Quand, dans le *Manifeste* Marx et Engels écrivent que « *les idées dominantes d'une époque n'ont jamais été que les idées de la classe dominante* », il ne s'agit pas de dire qu'il n'y a qu'une seule idéologie. Pourtant, cette idée a été reformulée de telle sorte que cette idéologie unilatérale ne puisse venir que des dominant-es. C'est assez pratique pour une philosophie politique qui nie son rang de philosophie et son statut d'idéologie pour se parer des habits de la science. Chez Marx, l'idéologie est illustrée par la métaphore de la *camera obscura* où l'image du réel est retournée, « *le rapport imaginaire [des] individus aux rapports réels sous lesquels ils vivent* »³⁹.

Pourquoi une telle doctrine a imposé son interprétation de l'histoire ouvrière, reléguant l'esprit libertaire des prolétaires – majoritaire numériquement jusqu'aux années 1930 – à une poignée d'exceptions et objectivant sa culture au point de traiter toutes les hésitations de trahison ? Car c'est la philosophie des intellectuel·les, des dominant-es dans la production théorique du mouvement social. Dans un environnement militant qui a eu le temps de se structurer de façon partisane au cours de cette deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, par le truchement des jeux d'alliance de Karl Marx avec les dirigeants de partis, cette pensée est venue se cristalliser aux sommets des organisations de

37 Il ne s'agit pas là de l'idéalisme en philosophie mais d'une accusation portée par les matérialistes.

38 Je simplifie à dessein car c'est une pensée aujourd'hui très diffusée et il existe une pluralité de la concevoir. Je me fonde ici sur mon expérience en France au sein de divers groupes comme des comités internationalistes, des tendances du PCF, Lutte Ouvrière... Je laisse le soin au lecteur ou à la lectrice de limiter la portée de mes arguments.

39 Louis Althusser. « Idéologie et appareils idéologiques d'État », *La Pensée*, 151, juin 1970.

masse et des futures avants-gardes. Une philosophie de l'aliénation crée ses « aliéné·es », ses dominé·es, abruti·es par l'idéologie mais courageux·ses et travailleur·ses : les ouvriers⁴⁰ auxquels s'adressaient déjà les socialistes bien avant Marx. Les intellectuel·les sont là, iels viennent le plus souvent de la petite-bourgeoisie ayant fait des études, maîtrisant le *code* légitime et ayant accès à la parole dans l'espace public (sinon comment expliquer qu'iels ne soient pas aliéné·es avec les autres si ce n'est à s'être « élevé·es » par le savoir). Iels se donnent pour rôle d'éduquer et d'endoctriner les masses afin qu'elles acquièrent une conscience d'elles-mêmes, reproduisant ainsi le rapport du maître à élève, donnant des « devoirs » au peuple au travers de leurs sermons et renouvelant ainsi éternellement le schème inégalitaire de l'éducation hiérarchique⁴¹.

« Ça reste encore un spectacle qui confirme l'autorité de la voix qui dit : « On sera toujours dedans. » On peut comprendre à partir de là comment le situationnisme est devenu ce qu'il est de nos jours dans sa version banalisée, comme critique du consommateur démocratique abruti par les médias. Ce qu'il y a derrière, c'est la manière dont toute la tradition critique-marxiste révolutionnaire a absorbé un certain nombre de présuppositions inégalitaires : il y a les actifs et il y a les passifs ; il y a ceux qui regardent et il y a ceux qui savent. Ce qui en gros revient à dire : il y a ceux qui sont capables, il y a ceux qui ne sont pas capables. À partir de là, il y a plusieurs stratégies possibles : ou l'on pense qu'il faut qu'une avant-garde réunisse les gens capables pour mettre dans la tête des incapables les moyens de s'en sortir, ou bien on prend la position du grand seigneur désenchanté qui constate qu'effectivement le moment de l'action est passé et que désormais ses contemporains sont voués à mariner indéfiniment dans le spectacle »⁴²

Les intellectuel·les conservent voire intensifient ainsi leur ascendant hiérarchique y compris dans la révolution, se faisant les maîtres·ses et gardien·nes de la critique. Il est logique qu'iels acceptent plus facilement des rôles privilégiés aux sommets des avants-gardes qu'un statut égal aux autres au sein d'un syndicat de profession libéral à la CNT. Ainsi est justifié leur rôle par une théorie construite *par* des intellectuel·les partisan·nes *pour* des intellectuel·les partisan·nes⁴³. L'ouvrier n'est plus aujourd'hui pour eux plus le dominé fétiche mais l'*idiôt* asservi, fasciste. « *Au lieu de faire dévier les prolétaires, mieux vaut prolétariser les déviants, et c'est plus facile* »⁴⁴. À force d'*ad hoc* jusqu'au simulacre, les marxismes continuent de parasiter d'autres luttes, se cherchent d'autres dominés. Il ne s'agit pas là non plus de nier des situations réelles de souffrance mais de souligner que d'autres façon de les théoriser et se les approprier existent, que d'autres pensées émancipatrices sont

40 je n'ai pas mis de féminin ici car je ne m'avancerai pas sur la réelle considération des mouvements ouvriers pour les ouvrières ou les femmes plus généralement (et puis je rappelle que dans la plupart des cas la libération des femmes attendra la révolution).

41 Jacques Rancière. *Le maître ignorant*, Paris, 10/18, 1987, p. 33.

42 « Critique de la critique du « spectacle » – Jacques Rancière », entretien avec Jérôme Game, décembre 2008.

43 Certains se nomment eux-mêmes « intellectuels organiques » pour souligner leur appartenance de corps à la masse.

44 Du moins, ainsi pense Casaubon, personnage principal du *Pendule de Foucault* de Umberto Éco constatant l'empressement des marxistes à inviter un psychanalyste à grand frais à leurs conférences et de leur librairies à accueillir ce genre de productions écrites.

possibles, ou plutôt seront possibles quand la volonté des émancipés en-devenir décidera elle-même de s'emparer du champ de l'intelligence pour y proclamer de nouveau l'égalité.

Dans tout cela, le *carcan marxiste* n'est plus nécessaire, nous avons de quoi le dépasser, les théories de cette époque, tant marxistes que libertaires seront toujours adaptables mais doivent désormais faire l'objet d'un recul critique. Pour terminer, je rappelle qu'il ne s'agit là que de notes de lecture avec toutes les réserves que cela implique⁴⁵.

45 Je n'ai adopté ici qu'un angle d'analyse. On aurait pu évoquer le succès de la primauté des rapports de production dans l'analyse qui offre une grille de lecture critique accessible et que tout le monde peut facilement s'approprier. On pourrait à ce sujet discuter le « succès » du marxisme dans la littérature (je pense en particulier à la SF).

CONTACTS :

EMAIL : E.ARMAND@FEDERATION-ANARCHISTE.ORG ET
EMILLE.ARMAND@PROTONMAIL.COM

FACEBOOK / INSTAGRAM : « EMILE ARMAND » OU « EANL » / « @EANL.MA »

SITE WEB : EANL.ORG

BLOG : [NI DIEU NI CESAR NI TRIBUN BLOG WORDPRESS](http://NI-DIEU-NI-CESAR-NI-TRIBUN.BLOG-WORDPRESS.COM)



FIGURE 1 : « UN GROUPE D'ENVIRON 300 « VOLONTAIRES LOURDEMENT ARMES » A TENTE EN VAIN DE RENVERSER LE POUVOIR DU PRESIDENT VENEZUELIEN NICOLAS MADURO »



FIGURE 2 : "LE DIRIGEANT NORD-COREEN KIM JUNG-UN REAPPARAÎT APRES AVOIR ÉTÉ DONNÉ POUR MORT PAR LA PRESSE OCCIDENTALE"



FIGURE 3 : LE PREMIER MAI A BIEN LIEU DANS DE NOMBREUX PAYS ALORS MEME QUE LE CONFINEMENT EST GENERALISE